



# Étude semestrielle sur le sentiment ESG des investisseurs institutionnels canadiens

12 février 2025

## Au-delà des gros titres : Plongée approfondie dans les perspectives des investisseurs canadiens sur l'ESG à l'horizon 2025

En décembre 2024, notre équipe chez Millani a mené des entretiens avec 27 investisseurs institutionnels canadiens, représentant un total de 4,3 billions de dollars en actifs sous gestion, dans le cadre de notre série de leadership éclairé qui propose une analyse nuancée de l'évolution du paysage environnemental, social et de gouvernance (ESG).

Alors que les récits médiatiques penchent vers des opinions polarisées et suggèrent des changements significatifs dans la dynamique de l'ESG, la réalité chez les investisseurs institutionnels est marquée par une adaptation mesurée, un optimisme prudent et des engagements continus. Ce rapport met en lumière des informations clés provenant des investisseurs, clarifiant les orientations des stratégies liées à l'ESG dans un contexte de changements géopolitiques, de montée des mouvements anti-ESG aux États-Unis et de certains retours en arrière concernant les initiatives climatiques du secteur financier et les objectifs climatiques des entreprises.

### Observations principales :

- **Engagement résilient envers l'ESG :**  
Malgré les incertitudes liées à l'élection présidentielle américaine, 93 % des investisseurs restent engagés dans l'intégration de l'ESG, en mettant davantage l'accent sur la gestion des risques que sur une réduction des stratégies ESG.
- **Stratégies d'engagement en évolution :**  
Les investisseurs privilégient un engagement direct et orienté vers des résultats concrets, 86 % d'entre eux affirmant que les défis juridiques (comme le procès Exxon Mobil de 2024 lié aux propositions climatiques) ne modifieront pas leur approche de partenariat à long terme.
- **Priorités ESG en mutation, incluant le lien entre climat et biodiversité, et la réconciliation avec les peuples autochtones :**  
15 % des investisseurs privilégient désormais l'interconnectivité entre le climat et la biodiversité comme solution double, tout en mettant davantage l'accent sur la réconciliation avec les peuples autochtones et le développement économique, plaçant ainsi le Canada en position de leader mondial en matière de partenariats avec les communautés autochtones. Les investisseurs insistent également sur l'importance d'aligner leurs actions internes avec leurs efforts d'engagement.

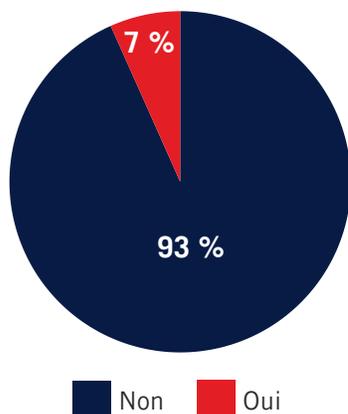
## Influences politiques et géopolitiques : l'impact de l'élection américaine

Les personnes interrogées ont indiqué que les élections américaines, notamment avec le retour du président Donald Trump, ont introduit un nouveau niveau d'imprévisibilité sur les marchés mondiaux. Elles ont révélé que 93 % des investisseurs considèrent les résultats électoraux comme une source majeure de volatilité anticipée, en particulier en ce qui concerne les politiques sur la durabilité, les tarifs et les relations internationales. Malgré cette incertitude, la plupart des investisseurs ont souligné leur engagement continu envers l'intégration de l'ESG, bien que les tactiques soient davantage axées sur la gestion des risques que sur des stratégies d'investissement spécifiques liées à l'ESG.

Figure 1

Les investisseurs ne s'attendent pas à une baisse de la volatilité en 2025

Dans le paysage géopolitique actuel, le risque de volatilité a-t-il diminué ?



Source: Millani 2025

Un gestionnaire d'actifs a expliqué : « **Nous entrons dans un état d'esprit défensif, il faut vraiment se concentrer sur la matérialité financière et sur son devoir fiduciaire** ».

Les investisseurs ont indiqué que, bien que l'intégration des enjeux ESG dans l'analyse d'investissement reste intacte, le marché doit se préparer à une période plus discrète en matière de communications ESG, alors que les réglementations deviennent plus restrictives et que le marketing externe lié à l'ESG est réduit. Cependant, beaucoup ont souligné que les gros titres ne sont que du bruit et que les enjeux ESG restent essentiels pour générer des rendements ajustés au risque. « **[L'élection] n'affectera pas notre stratégie [...] L'ESG a survécu à une administration Trump et y survivra de nouveau, mais nos communications à ce sujet seront probablement plus discrètes cette fois-ci** », a noté un gestionnaire d'actifs.

Beaucoup de répondants ont confirmé leur conviction que le Canada devrait rester aligné sur les normes ESG mondiales, comme les recommandations de divulgation du Conseil international des normes de durabilité (ISSB)/Conseil canadien des normes de durabilité (CSSB), même si beaucoup s'attendent à un changement de position des États-Unis. Comme l'a formulé un gestionnaire d'actifs : « **Nous voulons rester à la pointe. Au Canada et aux États-Unis, les entreprises qui souhaitent poursuivre leurs efforts en matière de changements climatiques recevront un soutien important. Les changements climatiques et la biodiversité restent très importants** ».

## Le procès Exxon Mobil : implications pour l'engagement des investisseurs

Un aspect clé du statut de signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (UN PRI) des Nations Unies, qui compte plus de 5 000 signataires dans le monde, implique notamment d'intégrer des considérations ESG dans l'analyse d'investissements, de s'engager auprès des émetteurs et de faire respecter l'exercice des droits d'investisseurs, tels que le vote par procuration.

En janvier 2024, la multinationale du secteur de l'énergie Exxon Mobil Corporation a intenté une action en justice contre une société américaine d'investissement activiste, Arjuna Capital, et le groupe activiste Follow This.<sup>1</sup> Cette action visait à bloquer des propositions d'actionnaires visant à réduire davantage ses émissions de gaz à effet de serre (GES) et à fixer un objectif pour les émissions de ses clients (émissions de portée 3), ainsi qu'à tenter d'imposer une interprétation plus stricte de la réglementation de la Securities and Exchange Commission (SEC) relative à la divulgation d'informations sur le climat.

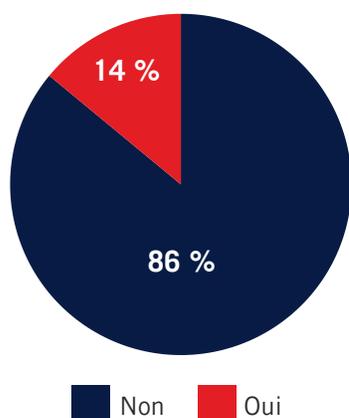
Ce procès a suscité de vives réactions dans la communauté des investisseurs, remettant en question l'un des principes fondamentaux de l'investissement responsable – l'engagement des investisseurs. Néanmoins, 86 % des participants ont indiqué qu'ils n'étaient pas déconcertés, lorsqu'on leur a demandé si le procès modifierait leur approche d'engagement. L'approche fondamentale de l'engagement au Canada est axée sur une approche d'investissement à long terme axée sur le partenariat, dans laquelle les investisseurs échangent et partagent leurs points de vue au sein des investissements dans le but d'obtenir de meilleures performances à long terme. Comme l'a déclaré un gestionnaire d'actifs : « **Cela [le procès d'Exxon Mobil] ne changera pas notre approche. Nous considérons les entreprises comme des partenaires, nous leur donnons beaucoup de fil à retordre et nous les remettons en question, mais nous nous considérons comme des partenaires, pas comme des activistes** ».

1. Reuters, [Exxon files lawsuit against investors' climate proposal](#), 22 janvier 2024

Figure 2

Les investisseurs ne modifieront pas leur stratégie d'engagement à la suite de l'évolution du litige Exxon Mobil

Le procès intenté par Exxon Mobil pourrait-il modifier la façon dont vous vous engagez auprès des émetteurs ?



Source: Millani 2025

Comme l'a observé un gestionnaire d'actifs : « **Le camp anti-ESG devient très fort et sophistiqué** », un sentiment partagé par de nombreux investisseurs. En juin 2024, les propositions liées à l'anti-ESG représentaient environ 11 % de toutes les propositions déposées, contre environ 2 % entre 2014 et 2021, créant ainsi un environnement de vote par procuration plus conflictuel.<sup>2</sup> Cependant, de nombreux investisseurs ne se disent pas particulièrement préoccupés par cette hausse, exprimant même leur optimisme quant au fait que ces défis pourraient, à terme, conduire à des propositions de meilleure qualité. « **Parfois, les propositions ne sont pas bien étayées, et cela pourrait en fait améliorer la qualité des propositions futures** », a déclaré un gestionnaire d'actifs.

Bien que les investisseurs restent imperturbables, certains ont exprimé leur surprise face à l'action d'Exxon Mobil, notant qu'elle pourrait entraîner une réduction des droits des actionnaires minoritaires aux États-Unis. On anticipe de plus en plus qu'une fois la nouvelle administration Trump en place, le marché devrait s'attendre à un recul des règles de la SEC sur la divulgation climatique, ainsi qu'à une suppression de l'exigence du Département du Travail obligeant les fonds de retraite à intégrer l'ESG. De plus, on s'attend à ce que le nouveau président de la SEC revienne aux directives de la première administration Trump, qui permettaient aux entreprises de rejeter les propositions ESG si elles n'étaient pas considérées comme ayant un impact substantiel sur leurs opérations. Il y a également des spéculations selon lesquelles un Congrès contrôlé par les Républicains pourrait proposer une nouvelle législation accordant à des entreprises comme Exxon Mobil des pouvoirs élargis pour rejeter purement et simplement les propositions des actionnaires.

Même face à ces changements anticipés, les répondants ont soutenu que l'engagement des investisseurs ne disparaîtra pas, mais qu'il sera guidé par la création de valeur à long terme plutôt que par des évolutions politiques ou juridiques à court terme.

### Recalibrage des objectifs climatiques : pragmatisme ou « greenhushing » ?

Tout au long de l'année 2024, les gros titres ont mis en avant le recul de grandes multinationales comme Microsoft, Unilever et d'autres par rapport à leurs objectifs climatiques. Nous avons voulu comprendre comment les participants perçoivent ces actions, et les réponses ont été plutôt partagées. Certains y voient un réajustement pragmatique des entreprises, reconnaissant la difficulté de respecter des objectifs ambitieux, en particulier compte tenu des pressions économiques et de l'incertitude réglementaire. D'autres, en revanche, s'inquiètent du fait que ces actions puissent traduire un engagement moindre et une augmentation du « greenhushing ».

Globalement, deux explications principales ont émergé pour expliquer ce recul des entreprises : 1) elles ont peut-être fixé leurs objectifs trop rapidement, sans une méthodologie solide derrière leurs hypothèses ; 2) elles sont préoccupées par les réglementations sur la divulgation, comme le projet de loi C-59 du Canada sur l'écoblanchiment.<sup>3</sup>

Sur ce dernier point, les investisseurs s'inquiètent des effets négatifs à court terme de cette loi sur leur besoin de transparence dans les déclarations.

Un gestionnaire d'actifs a observé : « **Les entreprises font preuve de beaucoup de prudence et de pragmatisme. Être plus factuel sur leurs objectifs climatiques peut sembler être un recul, mais c'est une bonne chose si cela se produit réellement** ». Par cela, les investisseurs entendent une approche plus détaillée et quantitative dans leurs stratégies climatiques. L'idée générale est que, bien que certains ajustements puissent paraître décevants, s'ils reflètent une approche plus réaliste et fondée pour fixer des objectifs climatiques, c'est exactement ce que recherchent les investisseurs. « **Quand les entreprises font marche arrière, il est important de nuancer entre un réel désengagement ou simplement un ajustement réaliste dans un contexte économique difficile** », a déclaré un gestionnaire d'actifs.

Cependant, un consensus s'est dégagé parmi les participants sur le fait que les entreprises qui ajustent leurs objectifs doivent s'attendre à une implication plus directe des investisseurs. Ces derniers passent d'une simple vérification de l'existence d'objectifs climatiques à une analyse approfondie des plans de transition et des allocations de capital nécessaires à leur mise en œuvre réussie – et la raison est claire : les investisseurs ont eux-mêmes pris des engagements et ont besoin de déclarations précises des entreprises pour répondre à leurs propres obligations.

2. Harvard Law School Forum on Corporate Governance, [U.S. Shareholder Proposals: A Decade in Motion](#), 18 novembre 2024.

3. Parlement du Canada, [L'énoncé économique de l'automne](#), mars 2023.

Au moment de la rédaction de cet article, nous avons observé que des sociétés de gestion d'actifs comme BlackRock se sont retirées d'initiatives climatiques axées sur les investisseurs,<sup>4</sup> comme l'initiative Net Zero Asset Managers (NZAM), invoquant des pressions liées à la réglementation antitrust et aux obligations légales. Cela a conduit NZAM à suspendre ses activités de suivi de la mise en œuvre et des rapports des signataires. De même, de grandes sociétés de gestion d'actifs telles que JP Morgan Asset Management, State Street Global Advisors et PIMCO se sont retirées d'initiatives de collaboration entre investisseurs comme Climate Action 100+.<sup>5</sup>

Cela signifie-t-il qu'elles ne se soucient plus des changements climatiques ou de l'engagement avec les entreprises de leur portefeuille sur ce sujet ?

Un gestionnaire d'actifs a confirmé que ce n'était pas le cas, en expliquant :

**« Faire partie de Climate Action 100+ nous a aidés à acquérir des connaissances, mais cette initiative est très large. Nous voulons être plus agiles dans notre engagement, en apportant une valeur ajoutée spécifique aux entreprises que nous possédons. Nous passons donc à une stratégie d'engagement plus direct. »** – Gestionnaire d'actifs

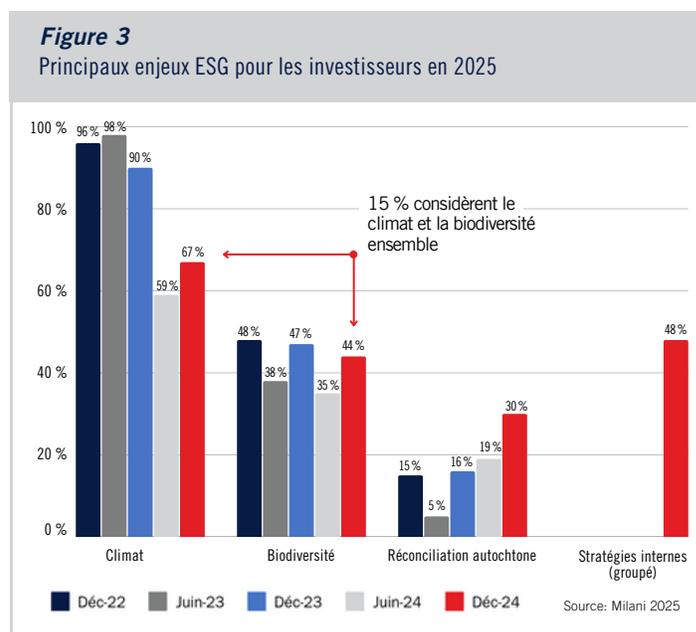
Cela témoigne de l'importance croissante de la matérialité ESG dans l'analyse et l'engagement des investisseurs avec les entreprises de leur portefeuille.

Dans ce contexte, nous avons également assisté au départ de la plupart des grandes banques américaines de la Net Zero Banking Alliance (NZBA) de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ),<sup>6</sup> suivi par les six plus grandes banques canadiennes. Cela signifie-t-il que les banques ne prendront plus en compte les changements climatiques dans leurs activités ? Les investisseurs en doutent fortement. Ils soulignent que la réglementation des principales institutions financières canadiennes relève du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui impose des exigences strictes en matière de gestion et de tests des risques climatiques.<sup>7</sup> C'est peut-être là la principale différence entre les marchés canadien et américain. Cette influence réglementaire continuera d'exercer une pression sur l'ensemble de l'écosystème des services financiers au Canada, des banques aux propriétaires d'actifs, en passant par leurs gestionnaires d'actifs externes et les entreprises émettrices.

## Principaux enjeux ESG : un recentrage sur la mise en œuvre de la stratégie interne

Pour vérifier cette affirmation, nous avons demandé aux participants de partager les trois principaux enjeux ESG sur lesquels ils se concentrent ou prévoient de se concentrer en 2025. Les réponses des interviewés ont révélé des perspectives en évolution.

Les changements climatiques restent un enjeu central pour les investisseurs. Cela dit, une évolution dans l'approche est perceptible : un nombre croissant d'investisseurs (15 %) mettent davantage l'accent sur l'interconnexion entre le climat, la biodiversité et la nature en tant que solution potentielle aux défis liés au climat.



La réconciliation autochtone et le développement économique ont connu une progression significative dans cette édition de notre étude. Nous anticipons un renforcement de cette tendance, car de nombreux investisseurs reconnaissent l'importance matérielle des droits des peuples autochtones, notamment en ce qui concerne le consentement libre, préalable et éclairé (FPIC), tel que protégé par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Par ailleurs, plusieurs investisseurs perçoivent des opportunités de partenariat et d'investissement pour soutenir le développement économique des communautés autochtones au Canada. Lors de la conférence UN PRI à l'automne 2024, nous avons observé un intérêt marqué des investisseurs internationaux pour le modèle canadien en matière de partenariats avec les peuples autochtones. Notre étude démontre que les investisseurs canadiens s'alignent clairement sur cette tendance émergente.

4. Reuters, [BlackRock quits climate group as Wall Street lowers environmental profile](#), 9 janvier 2025.

5. Financial Times, [JPMorgan and State Street quit climate group as BlackRock scales back](#), 15 février 2024.

6. GlobalData, [The six largest US banks quit the Net Zero Banking Alliance](#), 22 janvier 2025.

7. Les exigences en matière de gestion des risques liés au climat et de tests sont décrites dans les lignes directrices B-15 sur la gestion des risques liés au climat du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Cependant, le changement le plus frappant est que les investisseurs se concentrent de plus en plus sur leur propre stratégie interne de mise en œuvre des actions liées à l'ESG. Les investisseurs ont discuté de l'évaluation des moyens d'intégrer davantage l'analyse des scénarios climatiques dans les opérations internes, de renforcer et de se concentrer sur les stratégies d'engagement direct, la mesure des résultats en matière de durabilité et la communication avec les parties prenantes - plutôt que de se concentrer uniquement sur des thèmes ESG tels que les changements climatiques ou la diversité.

### Naviguer dans le paysage ESG changeant : implications pour les PDG et les directeurs financiers

Alors que les investisseurs se concentrent sur l'actualisation de leurs stratégies d'engagement, ils s'intéressent de plus en plus aux résultats tangibles et à l'impact sur les entreprises. Parallèlement, on continue de nous dire que les émetteurs ne reçoivent plus de questions relatives aux enjeux ESG. Est-ce réellement le cas ?

Les investisseurs ont partagé le fait que les conversations relatives aux questions ESG se concentrent désormais davantage sur les questions opérationnelles et commerciales. L'accent n'est plus mis sur les politiques ESG, mais sur la manière dont les entreprises traitent les questions commerciales importantes telles que la gouvernance et les pratiques de travail.

---

**« Nous nous engageons de manière plus ciblée, plus condensée et plus axée sur les résultats. Les investisseurs recherchent des résultats mesurables, c'est pourquoi les questions et les méthodes sont différentes. Nous devenons plus sophistiqués. Cela ne signifie pas que les investisseurs ne posent plus de questions, mais qu'ils mûrissent et que vous devez être à l'écoute. Si vous avez vraiment une stratégie durable, vous voudrez être proactif sur ces questions. »** - Gestionnaire d'actifs

---

En outre, la réaction politique contre l'ESG a incité les investisseurs à recalibrer leur approche, en s'éloignant des questions vocales et des étiquettes pour se tourner vers un engagement plus stratégique et axé sur les résultats.

---

**« Je pense qu'il y a très peu de réunions exclusivement consacrées à l'ESG aujourd'hui. Il y a beaucoup moins d'équipes dédiées ou de réunions de ce type. Nous posons toujours des questions sur l'ESG, mais nous ne procédons pas de la manière suivante : " Ok, maintenant nous allons poser une question sur l'ESG ". Nous posons simplement des questions commerciales sur des sujets importants pour l'entreprise. De nombreuses équipes de gestion ne réalisent pas que l'ESG n'est pas seulement le "E". »**  
- Gestionnaire d'actifs

---

Cette situation pousse les investisseurs à être plus stratégiques, comme l'indique ce gestionnaire d'actifs : **« Le contre-coup a fait prendre du recul aux investisseurs, mais la stratégie n'a pas beaucoup changé. C'est une bonne chose. Cela crée une pause et nous amène à réfléchir plus profondément à ce que nous devrions demander »**. Cela suggère que si le discours autour de l'ESG est en train de changer, l'accent mis sur la durabilité et la création de valeur à long terme reste fermement ancré. Pour les équipes de direction et les conseils d'administration, cela signifie que l'ESG doit rester un élément clé de la stratégie d'entreprise. Les investisseurs veulent comprendre comment les facteurs de durabilité contribuent à la croissance et à la compétitivité de l'entreprise, et pas seulement à la conformité ou à la divulgation.

En réponse à l'observation des émetteurs, un gestionnaire d'actifs a adressé un message particulièrement prudent aux professionnels des relations avec les investisseurs. Il a indiqué que **« cela dépend de la personne à qui l'on s'adresse pour poser des questions, le vice-président exécutif (EVP IR) ou le vice-président des relations avec les investisseurs (VP IR). Si vous vous adressez au EVP IR, c'est généralement lui [elle] qui parle à la " rue ". La " rue " ne pose pas de questions sur l'ESG, mais le VP IR est en contact avec les investisseurs, et ce VP reçoit beaucoup de questions. C'est pourquoi il y a une telle déconnexion. [Il fut un temps où] l'on posait probablement plus de questions sur la main-d'œuvre et le moral général dans l'entreprise de l'émetteur. Aujourd'hui, les vendeurs ont peur d'être étiquetés comme des spécialistes de l'ESG et posent moins de questions »**. Il s'agit là d'un excellent rappel pour les organisations et les conseils d'administration. Bien que les gros titres puissent vous faire croire que les investisseurs ne se soucient plus des questions ESG, vous devez continuer à solliciter de manière proactive l'avis de plusieurs parties prenantes afin d'obtenir différentes perspectives.

Les investisseurs ont été explicites : l'avenir de l'engagement des investisseurs réside dans des communications claires, concises et stratégiques. Les PDG et les directeurs financiers ont l'occasion de démontrer leur compétitivité et leur crédibilité en soulignant la manière dont ils créeront de la valeur à long terme, en s'alignant sur les exigences croissantes des investisseurs en matière de résultats mesurables et d'impact sur l'entreprise, qu'il s'agisse ou non d'ESG.

## L'importance d'une taxonomie canadienne de transition pour l'investissement et la compétitivité

Alors que le Canada s'apprête à changer de leadership politique à l'occasion des élections fédérales de 2025, les investisseurs soulignent l'urgence d'établir une taxonomie canadienne normalisée de transition. Cette initiative est considérée comme cruciale pour garantir la compétitivité du Canada dans l'effort mondial de décarbonisation et pour attirer les investissements.

Une taxonomie claire et unifiée est essentielle pour favoriser la clarté du marché et la confiance internationale, 60 % des investisseurs interrogés soulignant son rôle dans l'apport de capitaux au Canada. En l'absence d'une telle taxonomie, les gestionnaires d'actifs mettent en garde contre des solutions axées sur le marché qui pourraient être fragmentées ou inefficaces. « **Les acteurs du marché attendent activement la taxonomie promise, et la situation devient très politique alors qu'elle ne devrait pas l'être** », a fait remarquer un gestionnaire d'actifs.

L'absence de mise en œuvre d'une taxonomie pourrait fermer des opportunités d'investissement cruciales pour les efforts de décarbonisation du Canada. Comme l'a fait remarquer un propriétaire d'actifs, « **la pire erreur serait de partir de zéro** », soulignant que les retards entraveraient les options de financement. L'impasse politique reste toutefois un risque important, car on craint qu'un nouveau gouvernement ne relance le processus, ce qui saperait l'élan et la confiance du marché.

En l'absence d'une taxonomie canadienne, les investisseurs s'appuient sur des cadres internationaux tels que la taxonomie européenne ou créent leurs propres définitions, ce qui accroît les risques d'écoblanchiment, le manque de comparabilité et la nécessité d'une diligence raisonnable. Comme l'a souligné un gestionnaire d'actifs, « **on ne peut pas avoir un projet de loi [C-59] contre l'écoblanchiment et ne pas avoir d'outil officiel pour étiqueter ce qui est vraiment vert ou durable** ».

Les investisseurs demandent instamment au gouvernement de s'appuyer sur les travaux existants du Conseil d'action pour la finance durable (CFAD), en soulignant qu'une taxonomie imparfaite et opportune est préférable à l'attente de la perfection. En fin de compte, la création d'une taxonomie normalisée est essentielle non seulement pour la clarté de la réglementation, mais aussi pour la compétitivité économique à long terme du Canada sur le marché mondial.

## Conclusion : une transition tranquille, pas un recul

Cette édition de notre étude met en évidence une évolution pragmatique de l'approche des investisseurs institutionnels canadiens en matière d'ESG. Malgré les pressions externes telles que les changements politiques aux États-Unis, l'incertitude réglementaire et la rhétorique anti-ESG, les investisseurs canadiens restent déterminés à intégrer l'ESG dans leurs stratégies d'investissement. L'accent n'est plus mis sur les engagements publics, mais sur l'amélioration des stratégies internes, la gestion des risques et l'engagement axé sur les résultats.

Les thèmes clés pour 2025 comprennent l'interconnexion entre le climat et la biodiversité, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'engagement direct et matériel avec les émetteurs. Les investisseurs privilégient les impacts commerciaux clairs et concrets par rapport aux descriptions ESG générales, en alignant le développement durable sur l'avantage concurrentiel et la performance opérationnelle.

La nécessité d'une taxonomie de transition canadienne est également soulignée, les investisseurs avertissant que les retards risquent d'entraîner la fragmentation du marché, l'écoblanchiment et une diminution de la compétitivité mondiale. Alors que le Canada se prépare à des transitions politiques et réglementaires, les décideurs politiques doivent assurer la continuité et la clarté pour attirer les investissements et maintenir le leadership sur le marché mondial.

Pour les entreprises, il s'agit d'un appel à continuer d'intégrer l'ESG dans la stratégie de base, en se concentrant sur des résultats mesurables qui répondent aux attentes des investisseurs en matière de création de valeur tangible et durable.

## Collaborateurs

Merci à nos collaborateurs qui ont pris le temps de nous faire part de leur avis quant aux principales tendances ESG. Nos contributeurs représentent 27 des plus grands investisseurs institutionnels du Canada, dont certains sont énumérés ci-dessous.



## À propos de Millani

Millani offre aux investisseurs et aux entreprises des services-conseils en investissement responsable et de développement durable, y compris en matière d'intégration ESG et d'impact.

Au cours des 16 dernières années, Millani est devenue le partenaire de choix des investisseurs institutionnels ainsi que les compagnies. Dans le cadre de ses services-conseils en intégration d'enjeux-clés ESG aux stratégies d'investissement et processus décisionnels, Millani contribue à réduire les risques, à augmenter les rendements et à créer de la valeur. Millani élabore également régulièrement des articles de leadership éclairé sur les tendances des investisseurs et en matière de divulgation. La firme tire parti de cette expertise et de cette expérience pour aider les sociétés, tant publiques que privées, à créer des stratégies, à interagir avec les intervenants et à améliorer leurs divulgations, afin de les supporter à accéder au capital et à optimiser leur valeur marchande.

Le succès de Millani repose sur une approche sur mesure, centrée sur le client, qui met l'accent sur les enjeux matériels, la mise en œuvre pratique et les conseils indépendants. Notre vaste expérience des marchés financiers et notre expertise inégalée en matière d'ESG et de son lien avec la création de valeur positionnent Millani à la jonction entre les investisseurs et les entreprises, ce qui fait de nous un acteur unique sur le marché canadien.

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter à [info@millani.ca](mailto:info@millani.ca) ou visiter notre site web [www.millani.ca](http://www.millani.ca).